Gabriel Gagnon
sociologue, département de sociologie, Université de Montréal
(1976)

“Le beau rêve de la social-démocratie”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Gabriel Gagnon, "Le beau rêve de la social-démocratie". Un article publié dans la revue *Possibles*, Montréal, vol 11, no 2, hiver 1987, pp. 63-66. Thèse du numéro: "Possibles. Un emploi pour tous ?"

M. Gabriel Gagnon, sociologue, est professeur de sociologie au département de sociologie de l'Université de Montréal.

[Autorisation accordée par l'auteur, le 3 février 2004.]

Courriel : lheureux.gagnon@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 5 novembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

« Le défi du plein emploi » est un ouvrage stimulant et fort bien construit dans un langage clair auquel les économistes nous avaient peu habitués jusqu'ici. Les partisans de la social-démocratie y verront démonter avec une logique implacable les visions néo-conservatrice et keynésienne libérale qui ont inspiré depuis la crise de 1930 les politiques économiques des gouvernements canadien et québécois. Ils se reconnaîtront dans les quatre postulats que les deux auteures mettent à la base d'une nouvelle conception de l'économie fortement inspirée d'« institution na listes » comme Mancur Olson et Lester C. Thurow: le besoin de sécurité économique, l'importance de la valeur travail, les imperfections du marché et l'importance des groupes stratégiques. Ils admireront au passage les prodiges qu'ont pu réaliser, en termes de croissance et d'emploi, l'Autriche et la Norvège, la Suède et l'Allemagne, grâce à un taux élevé de syndicalisation et à une politique de concertation permanente. Ils auront finalement droit à un scénario apparemment fort convaincant en vue d'une politique de plein emploi applicable ici maintenant.

Pourquoi ne pas croire en effet que le plein emploi favorise la croissance économique alors que l'inverse n'est pas toujours vrai ? Peut-on refuser d'acquiescer à la principale revendication institutionnelle maintenue depuis 1971 par les divers gouvernements québécois: le contrôle prioritaire des politiques de main-d'œuvre et de développement régional ? Comment ne pas accepter finalement que le plein emploi découle d'une démocratie économique pour qui l'État devient le chef d'orchestre « des institutions diverses qui président aux destinées collectives de la société » ?

Si, à la fin du volume, nous disposons d'un ensemble de réformes institutionnelles qui permettraient de mettre plus de Québécois et de Québécoises au travail, nous n'avons en mains, les auteures ne s'en cachent pas, aucune mesure spécifique de développement économique à moyen ou à long terme. Le modèle nous laisse aux soins des acteurs sociaux qui, les yeux exclusivement fixés sur le plein emploi, ne pourront s'empêcher de l'obtenir au terme de leurs délibérations, si conflictuelles qu'elles soient.

Si l'on appartient plutôt à la génération du « refus global » décrite par Benoit et Chauveau, si l'on demeure sensible à la dépendance géopolitique du Québec, si on a lu Illich, Gorz et Jurdant, l'inquiétude nous reprend, aussitôt terminée la lecture de ce gros volume qui nous promettait tant.

1. On ne peut sans un certain aveuglement, les évêques américains eux-mêmes viennent de nous le rappeler, préconiser pour l'ensemble du système mondial une croissance du même type que celle qui fit la prospérité des années d'après-guerre. On le peut d'autant moins lorsqu'on est comme nous soumis aux grands vents du commerce international et aux mutations technologiques imposées de l'extérieur. Comment, dans ces conditions, laisser à la concertation régionale la définition d'une stratégie industrielle qui nous dirait non seulement ce qui peut se produire et se vendre au meilleur prix mais surtout ce qui, rentable ou non, est nécessaire aux besoins du plus grand nombre. La concertation sans planification ne fait qu'appliquer des cataplasmes sur des jambes de bois. Il faut continuer à la répéter à tous ceux qui veulent remiser l'État à côté des goélettes et des ceintures fléchées.

2. Tout au long de leur livre, les auteures défendent la valeur du travail qu'elles confondent continuellement avec l'activité rémunérée qui n'en constitue pourtant qu'un aspect. La réalisation de leur thèse nécessite en effet une aspiration universelle au type actuel de travail rémunéré" que contestent de multiples façons non seulement les femmes et les jeunes mais aussi une bonne partie des mâles adultes.

La qualité de vie au travail est déjà au centre des préoccupations des générations nouvelles qui, dans la plupart des cas, préféreront un BS minimum ou la dépendance familiale prolongée aux emplois malsains et mal rémunérés qu'acceptaient parfois leurs aînés.

Par ailleurs, il devient de plus en plus évident que l'application des nouvelles technologies, en particulier dans le secteur dominant des services, augmentera considérablement le chômage structurel, si l'on ne modifie pas la durée hebdomadaire du travail et, par conséquent, sa rémunération, en réajustant aussi les frontières entre services publics et biens acquis sur le marché.

Les partisans du plein emploi font donc face à un dilemme totalement escamoté par l'enthousiasme volontariste de nos deux auteures. Si l'on veut mettre tout le monde au travail, sans avoir recours à des mesures trop coercitives, il faudra redéfinir fondamentalement les conditions de l'activité rémunérée dans nos sociétés comme la place qu'elle occupe dans notre vie quotidienne. Si l'on refuse cette remise en question, on accepte le développement inéluctable de la société duale où une majorité de travailleurs à plein

temps côtoieront une minorité de plus en plus importante de chômeurs et d'assistés sociaux à plein temps. Les statistiques du chômage, qui négligent à la fois les travailleurs ayant abandonné la recherche d'un emploi et ceux et surtout celles qui refusent d'entrer sur le marché du travail aux conditions actuelles, camouflent cette réalité pourtant bien présente dans l'ensemble des pays industrialisés, malgré les heureuses exceptions scandinaves dont la permanence est loin d'être assurée cependant.

3. Pour « le défi du plein emploi », les diverses formes de revenu minimum annuel garanti représentent la tentation toujours présente à laquelle on ne saurait succomber sans miner définitivement ce qui reste de la centralité de la valeur travail. Pourtant libéraux, socialistes et alternatifs y trouvent soit les avantages d'une rationalisation des systèmes de sécurité sociale, soit une incitation à la revalorisation du travail dans les entreprises, soit une possibilité accrue pour les « vagabonds du rêve » de refuser temporairement pour le chômage créateur les attraites de la société industrielle.

À long terme, une telle politique ne pourrait-elle pas à la fois permettre sans trop de problèmes la « simplicité volontaire » chère aux écologistes et susciter la redéfinition d'un travail rémunéré qui devrait devenir non seulement payant mais assez attrayant et utile pour qu'on accepte de s'y adonner ?

Utopie, me direz-vous, mais, en 1987, pas plus hasardeuse que celle d'un plein emploi universel qui, comme les mirages de la société de consommation, s'éloigne toujours au moment même où on croyait y parvenir.

Fin du texte